

L'avocat peut, au plus tard la veille du jour où elle se réunit pour délibérer sur le cas de son client en vue de la libération conditionnelle, soumettre à la conférence du personnel, via la direction de l'établissement, un mémoire explicitant les éléments qu'il estime pertinents. Ce document doit être joint au dossier de la procédure.

Le détenu et son avocat sont informés de la date de la réunion de la conférence du personnel dix jours au moins avant celle-ci.

Le contenu des dossiers constitués en vue de la grâce et de la libération conditionnelle est confidentiel. Toutefois le détenu, sa famille, son conseil et les personnes qui lui portent intérêt sont, à leur demande, informés du résultat de la délibération de la conférence du personnel au sujet d'une proposition de libération conditionnelle et des motifs de celui-ci. »

« Art. 117. A partir du dixième jour précédant la date de la réunion de la conférence du personnel qui doit examiner le cas de son client en vue d'une éventuelle libération conditionnelle, l'avocat est autorisé, jusqu'à la veille de cette réunion, à consulter sans déplacement le dossier moral de son client. La consultation se fait au greffe de l'établissement, sous l'autorité du chef de greffe ou, le cas échéant, du directeur d'établissement. »

« Art. 118. L'avocat qui en fait la demande est entendu par la commission administrative, avant délibération de celle-ci, lorsque la situation de son client est examinée en vue de la libération conditionnelle.

Les commissions administratives transmettent au Ministre toutes les propositions de libération conditionnelle dues à l'initiative des directeurs, même lorsqu'elles ne partagent pas les appréciations émises par ces fonctionnaires. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 4 avril 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Uiterlijk op de vooravond van de vergadering van de personeelsconferentie waarop de toestand van de cliënt van de advocaat met het oog op voorwaardelijke invrijheidstelling zal worden onderzocht, kan deze laatste door tussenkomst van de directie van de inrichting aan de personeelsconferentie een memorie voorleggen die uitdrukkelijk de gegevens omschrijft welke hij pertinent acht. Dit stuk wordt bij de processtukken gevoegd.

De gedetineerde en zijn advocaat worden ingelicht over de datum van de vergadering van de personeelsconferentie ten minste tien dagen op voorhand.

De inhoud van de dossiers samengesteld met het oog op genade en op voorwaardelijke invrijheidstelling, is vertrouwelijk. Aan de gedetineerde, zijn familie, zijn raadsman en de personen die in hem belang stellen, wordt bij navraag het resultaat van de beraadslaging door de personeelsconferentie met betrekking tot een voorstel tot voorwaardelijke invrijheidstelling en de gronden ervan in kennis gebracht. »

« Art. 117. De advocaat kan, te rekenen van de tiende dag voorafgaand aan de vergadering van de personeelsconferentie waarop de toestand van zijn cliënt met het oog op een mogelijke voorwaardelijke invrijheidstelling zal worden onderzocht, tot op de vooravond van die vergadering het zedelijkheidsdossier van zijn cliënt ter plaatse raadplegen. De raadpleging geschiedt ter griffie van de inrichting, onder het gezag van het hoofd van de griffie of, in voorkomend geval, van de directeur van de inrichting. »

« Art. 118. De advocaat die erom verzoekt, wordt, indien de toestand van zijn cliënt onderzocht wordt met het oog op voorwaardelijke invrijheidstelling, door de bestuurscommissie gehoord vooraleer zij beraadslaagt.

De bestuurscommissies zenden aan de Minister al de voorstellen tot voorwaardelijke invrijheidstelling over welke op initiatief van de directeurs werden gedaan, zelfs wanneer zij het niet eens zijn met de beoordelingen van deze ambtenaren. »

Art. 5. Dit besluit treedt in op de tiende dag na zijn publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 4 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1057

26 MARS 1991. — Arrêté ministériel complétant la mise en œuvre de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 (1)

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment l'article 138;

Vu l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Arrêté royal du 27 février 1989, *Moniteur belge* du 26 avril 1989.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1057

26 MAART 1991. — Ministerieel besluit ter aanvulling van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 (1)

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 138;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van de Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 juni 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

(1) Referenties in het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Koninklijk besluit van 27 februari 1989, *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1989.

Considérant qu'il y a lieu d'informer sans délai les employeurs et les introduceurs des documents justificatifs à introduire pour pouvoir bénéficier de l'intervention financière du Fonds pour l'emploi, suite à la conclusion d'une convention d'insertion professionnelle,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> l'arrêté royal : l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

2<sup>o</sup> l'arrêté ministériel : l'arrêté ministériel du 16 janvier 1991 portant mise en oeuvre de l'arrêté royal;

3<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Emploi et du Travail;

4<sup>o</sup> les groupes à risque : les demandeurs d'emploi appartenant à ces groupes tels qu'ils sont précisés par l'arrêté royal du 2 février 1989 portant exécution de l'article 138 de la loi-programme du 30 décembre 1988;

5<sup>o</sup> la convention d'insertion professionnelle : le document défini à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel.

Art. 2. Les contrats de travail et d'apprentissage pour travailleurs salariés, visés par l'article 6 de l'arrêté ministériel, doivent être constatés par écrit.

Ce contrat doit notamment comporter les références du projet approuvé par le Ministre et de la convention d'insertion professionnelle y afférente.

Art. 3. Le contrat visé à l'article 2 du présent arrêté ou la convention d'insertion professionnelle est accompagnée d'une attestation certifiant que la personne à engager ou appelée à suivre une formation appartient à un des groupes à risque. Selon la catégorie de ceux-ci à laquelle appartient l'intéressé, cette attestation est délivrée par :

1) le Bureau régional du chômage de l'Office national de l'emploi, qui, par le formulaire C.83, certifie que l'intéressé est un chômeur de longue durée au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 2 février 1989 portant exécution de l'article 138 de la loi-programme du 30 décembre 1988;

2) le Centre public d'aide sociale, en ce qui concerne le chômeur de longue durée au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de l'arrêté royal précité;

3) le Fonds national de reclassement social des handicapés ou un de ses ayants droit, en ce qui concerne le chômeur de longue durée au sens de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> de l'arrêté royal précité, par une copie de la notification de l'enregistrement de l'intéressé au Fonds, ou, à défaut, de la carte de cet enregistrement;

4) le Service subrégional du FOREM, du VDAB ou de l'ORBEM certifiant que l'intéressé est inscrit comme demandeur d'emploi;

5) le chômeur à qualification réduite au sens de l'article 2, § 2 de l'arrêté royal précité, par une déclaration sur l'honneur dont le modèle figure en annexe 1;

6) le centre d'enseignement, en ce qui concerne le jeune à scolarité obligatoire partielle, au sens de l'article 2, § 3 de l'arrêté royal précité, suivant le modèle figurant en annexe 2;

7) les personnes visées à l'article 2, § 4 de l'arrêté royal précité, par une déclaration sur l'honneur dont le modèle figure en annexe 3.

Art. 4. La demande de paiement visée à l'article 8, § 2 de l'arrêté ministériel, est introduite suivant le modèle figurant à l'annexe 4.

Les états de prestations individuelles sont repris sur une fiche individuelle dont le modèle figure en annexe 5.

En cas de formation, la fréquentation régulière des cours doit être prouvée par une attestation trimestrielle — dont le modèle figure en annexe 6 — délivrée par le responsable de l'organisme de formation où l'intéressé suit les cours.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Bruxelles, le 26 mars 1991.

L. VAN DEN BRANDE

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld de werkgevers en de indieners van de vereiste bewijsstukken tot het bekomen van de financiële tussenkomst van het Tewerkstellingsfonds ingevolge het afsluiten van een overeenkomst tot beroepsinschakeling, op de hoogte te stellen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988;

2<sup>o</sup> het ministerieel besluit : het ministerieel besluit van 16 januari 1991 tot uitvoering van het koninklijk besluit;

3<sup>o</sup> de Minister : de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

4<sup>o</sup> de risicogroepen : de werkzoekenden behorend tot die groepen zoals deze werden bepaald in het koninklijk besluit van 2 februari 1989 tot uitvoering van artikel 138 van de programmawet van 30 december 1988;

5<sup>o</sup> de overeenkomst tot beroepsinschakeling : het in artikel 1 van het ministerieel besluit bepaald document.

Art. 2. De arbeidsovereenkomst en leerovereenkomst voor arbeiders in loondienst, bedoeld in artikel 6 van het ministerieel besluit, moeten schriftelijk worden vastgelegd.

Deze overeenkomst moet onder meer de referenties van het door de Minister goedgekeurde project en van de hieronder vallende overeenkomst tot beroepsinschakeling vermelden.

Art. 3. De bedoelde overeenkomst in artikel 2 van dit besluit of de overeenkomst tot beroepsinschakeling gaat vergezeld van een attest dat aantoonst dat de aan te werven persoon of degene die voor een opleiding in aanmerking komt, behoort tot één van de risicogroepen. Naargelang de betrokkene behoort tot een van deze categorieën wordt dit attest afgeleverd door :

1) het gewestelijk werkloosheidsbureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, dat bij middel van het formulier C.83, attesteert dat de betrokkene een langdurig werkloze is, in de zin van artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 2 februari 1989 tot uitvoering van artikel 138 van de programmawet van 30 december 1988;

2) het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn wat betreft de langdurige werkloze in de zin van artikel 2, § 1, 4<sup>o</sup> van voornoemd koninklijk besluit;

3) het Rijksfonds voor sociale reclassering van minder-validen of één van haar rechtsopvolgers voor wat betreft de langdurige werkloze in de zin van artikel 2, § 1, 5<sup>o</sup> van voornoemd koninklijk besluit, door middel van een afschrift van de kennisgeving van de inschrijving van de betrokkene bij het Rijksfonds, of, bij ontstentenis hiervan, van de inschrijvingskaart;

4) de Subregionale dienst van de VDAB, FOREM of BGDA die attesteert dat betrokkene als werkzoekende is ingeschreven;

5) de laaggeschoolde werkloze in de zin van artikel 2, § 2 van voornoemd koninklijk besluit door middel van een verklaring op eer, waarvan het model zich in bijlage 1 bevindt;

6) de onderwijsinstelling, wat betreft een jongere met deeltijdse leerplicht, in de zin van artikel 2, § 3 van voornoemd koninklijk besluit, volgens het in bijlage 2 vermeld model;

7) de persoon bedoeld in artikel 2, § 4 van voornoemd koninklijk besluit, door middel van een verklaring op eer waarvan het model zich in bijlage 3 bevindt.

Art. 4. In artikel 8, § 2 van het ministerieel besluit de bedoelde betalingsaanvraag, wordt volgens het in bijlage 4 vermelde model ingediend.

De individuele prestatiestaten worden opgenomen op een individuele fiche waarvan het model in bijlage 5 is vermeld.

Bij een opleiding moet het regelmatig bijwonen van de lessen worden aangetoond door middel van een trimestriële attest — waarvan het model in bijlage 6 is vermeld — afgeleverd door de verantwoordelijke van de opleidingsinstelling waar de betrokkene de lessen volgt.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Brussel, 26 maart 1991.

L. VAN DEN BRANDE

## Annexe 1

Modèle d'attestation pour le groupe à risque visé à l'article 2, § 2  
de l'arrêté royal du 2 février 1989

## DECLARATION

Je, soussigné(e) .....  
né(e) le ..... domicilié(e) .....

déclare sur l'honneur ne pas être titulaire d'un diplôme de l'enseignement universitaire, d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou de type court, ni d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

Fait à ....., le .....

(signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 mars 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
L. VAN DEN BRANDE

## Bijlage 1

Model van attest voor de risicogroep bedoeld in artikel 2, § 2  
van het koninklijk besluit van 2 februari 1989

## VERKLARING

Ik, ondergetekende .....  
geboren op ....., woonachtig te .....

verklaar op mijn eer dat ik geen houder ben van een diploma van universitair onderwijs, noch van een diploma van het hoger onderwijs van het lange of het korte type, noch van een diploma van het hoger secundair onderwijs.

Opgesteld te ....., op .....

(handtekening)

Gezien om te worden toegevoegd bij het ministerieel besluit van 26 maart 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
L. VAN DEN BRANDE

## Annexe 2

Modèle d'attestation pour le groupe à risque visé à l'article 2, § 3  
de l'arrêté royal du 2 février 1989

**ATTESTATION DE JEUNE A SCOLARITE OBLIGATOIRE PARTIELLE**

Ce document est délivré en application de l'arrêté ministériel du 26 mars 1991 complétant la mise en œuvre de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988

Je, soussigné(e) .....  
agissant en qualité de .....

**ATTESTE QUE :**

Mme/Mlle/M. (Nom et prénoms) .....  
né(e) le ..... 19 .....  
domicilié(e) à ..... rue .....  
n° ..... bte .....

- est encore soumis à l'obligation scolaire partielle et ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice.
- est régulièrement inscrit(e) à la formation ci-après décrite.

INITIALE : .....  
DATE DE L'INSCRIPTION : le ..... 19 .....

Date et signature (en original)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 mars 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
**L. VAN DEN BRANDE**

Bijlage 2

Model van attest voor de risicogroep bedoeld in artikel 2, § 3  
van het koninklijk besluit van 2 februari 1989

**GETUIGSCHRIFT JONGEREN MET DEELTIJDSE LEERPLICHT**

Dit document wordt uitgereikt in toepassing van het ministerieel besluit van 26 maart 1991 ter aanvulling van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van titel III van de programmawet van 30 december 1988

Ik, ondergetekende .....  
handelend als .....

**VERKLAAR DAT :**

Mevr./Moj./de heer (Naam en voornamen) .....  
geboren te ..... op ..... 19 .....  
woonachtig te ..... straat .....  
nr. .... bus .....

- nog onderworpen is aan de deeltijdse leerplicht en het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt;
- regelmatig is ingeschreven voor de opleiding die hieronder beschreven is;

BENAMING : .....  
..... Leerjaar : ..... DATUM VAN INSCHRIJVING : .....  
..... 19 .....

Datum en handtekening (origineel)

Gezien om te worden toegevoegd bij het ministerieel besluit van 26 maart 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
**L. VAN DEN BRANDE**

## Annexe 3

Modèle d'attestation pour le groupe à risque visé à l'article 2, § 4  
de l'arrêté royal du 2 février 1989

## DECLARATION

Je soussigné(e) .....  
né(e) le ..... et domicilié(e) à .....

déclare sur l'honneur :

1° avoir interrompu mon activité professionnelle pour me consacrer :

- à l'éducation : — de mes enfants \*
- des enfants de mon conjoint \*
- des enfants de la personne avec laquelle je cohabite \*
- (nombre d'enfants :
- aux soins de : — mon père et/ou de ma mère \*
- du père et/ou de la mère de mon conjoint \*
- du père et/ou de la mère de la personne avec laquelle je cohabite \*

2° avoir exercé une activité professionnelle ayant donné lieu au paiement des cotisations individuelles et patronales de sécurité sociale correspondant au moins à une activité à temps plein pendant deux ans au cours des cinq années précédant mon inscription comme demandeur d'emploi.

*N.B.* Lorsque l'interruption de l'activité professionnelle a été consacrée à l'éducation des enfants, la période de cinq ans est augmentée de cinq ans par enfant.

Fait le .....

(signature).

\* Biffer les mentions inutiles.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 mars 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
L. VAN DEN BRANDE

## Bijlage 3

Model van attest voor de risicogroep bedoeld in artikel 2, § 4  
van het koninklijk besluit van 2 februari 1989

## VERKLARING

Ik ondergetekende .....  
geboren te ..... woonachtig te .....

verklaar op mijn eer :

1° mijn beroepsactiviteit hebben onderbroken om me te wijden aan :

- ofwel de opvoeding : — van mijn kinderen \*
- van de kinderen van mijn echtgenoot \*
- van de kinderen van de persoon met wie ik samenwoon \*
- (aantal kinderen :
- ofwel de verzorging : — van mijn vader en/of mijn moeder \*
- van de vader en/of de moeder van mijn echtgenoot \*
- van de vader en/of de moeder van de persoon met wie ik samenwoon \*

2° een beroepsactiviteit hebben uitgeoefend die aanleiding heeft gegeven tot de betaling van persoonlijke en patronale sociale zekerheidsbijdragen die minstens overeenstemmen met een voltijdse activiteit gedurende twee jaar in de loop van de vijf jaar die mijn inschrijving als werkzoekende voorafgaan.

*N.B.* Wanneer de onderbreking van de beroepsactiviteit gewijd is aan de opvoeding van de kinderen, wordt de referteperiode van vijf jaar verlengd met vijf jaar per kind.

Gedaan te .....

(handtekening)

\* onnodige doorhalen.

Gezien om te worden toegevoegd bij het ministerieel besluit van 26 maart 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
L. VAN DEN BRANDE

ANNEXE 4

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET  
DU TRAVAIL

RESERVE A L'ADMINISTRATION	
	Demande d'engagement
Année 19.....	N° .....
Ordonnance N°	

LIQUIDATION DE LA(1) TRANCHE DU MONTANT DE L'INTERVENTION FINANCIERE DE L'ETAT OCTROYEE PAR  
LA CONVENTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE PORTANT SUR LE PROJET N°

--	--	--	--	--	--	--	--

Je, soussigné(e).....(2)  
né(e) à.....le .....19.....(2)  
domicilié(e) à .....rue .....n°.....bte .....(2)  
carte d'identité n° .....délivrée à .....(2)  
agissant en qualité d'employeur, de préposé ou de mandataire d'employeur ou d'introducteur (biffer les mentions  
inutiles):  
sollicite l'octroi du (1) versement de l'intervention financière octroyée par l'Etat en application de l'article  
5 de l'arrêté royal du 27 février 1989, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1990, pour la mise en oeuvre de la  
convention d'insertion professionnelle conclue le .....( ) dont les références  
sont susmentionnées.  
La(les) personne(s) reprise(s) ci-après sur la(les) fiche(s) individuelle(s) ci-annexée(s) est(sont) régulièrement  
occupée(s) dans le cadre de la convention précitée .  
J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère, complète et véritable.

Date et signature de l'employeur ou de son  
délégué ou de l'introducteur.

PROCURATION

Je soussigné : .....agissant en qualité de .....  
..... (3) donne par la présente mandat à .....  
.....(4) à l'effet, pour lui et en son nom :

- d'assurer les obligations imposées par la législation relative à la mise en oeuvre d'une initiative pour l'emploi en application des articles 137 à 139 et de ses arrêtés d'exécution de la loi-programme du 30 décembre 1988 et notamment d'introduire les demandes de paiement accompagnées des documents justificatifs;
  - de percevoir en lieu et place de l'employeur ou de l'introducteur soussigné le montant de l'intervention financière conformément à l'arrêté ministériel du 16 janvier 1991.
- Toute correspondance et en général toute communication relative à l'application des dispositions légales susmentionnées seront valablement adressées par le Ministère susmentionné au siège de l'association mandataire.

La présente procuration est valable jusqu'à révocation expresse et écrite qui devra être signifiée par lettre recommandée à la Poste, au Ministère de l'Emploi et du Travail auquel elle est destinée.

Fait à .....le .....  
SIGNATURE ET SCEAU

RESERVE A L'ADMINISTRATION

VU POUR ACCORD,  
LE DIRECTEUR GENERAL,  
  
A. VERLINDEN.

VU ET APPROUVE  
POUR LE MINISTRE,  
Par délégation,  
LE SECRETAIRE GENERAL,  
  
J. DEQUAN.

(1) Préciser le 1er, 2ème, 3ème, .....8ème tranche.  
(2) En lettre majuscules.  
(3) Dénomination de l'entreprise.  
(4) Dans le cas d'un secrétariat social, ne pas omettre d'en indiquer le numéro d'agrément.

Renseignements concernant l'employeur ou l'introducteur

CARTE 1

N° TVA :

Dénomination (EN IMPRIME)

2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

N° Projet

21	22	23	24	25	26
----	----	----	----	----	----

Adresse : rue (CARACTERE D'IMPRIMERIE) - numéro-bte-N°

27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

N° Postal

53	54	55	56
----	----	----	----

Commune (nouvelle si fusion)

57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Ressort SSE(1)

73	74
----	----

Rôle linguistique  
Fr = 1  
Nl = 2

75
----

N° O.N.S.S.

76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Code: I.N.S

87	88	89	90	91
----	----	----	----	----

Code d'activité ONSS (NACE)

92	93	94	95
----	----	----	----

Catégorie du bénéficiaire

96
----

Taille de l'entreprise

97
----

CARTE 2

CONVENTION

TYPE 1  
TYPE 2

15
----

date de la convention

16	17	18	19	20	21
----	----	----	----	----	----

Date de début de l'action

22	23	24	25	26	27
----	----	----	----	----	----

Durée(mois)

28	29
----	----

Nombre de personnes concernées par le projet

30	31	32	33
----	----	----	----

PERIODE POUR LAQUELLE LE PAIEMENT EST DEMANDE

Du :

34	35	36	37	38	39
----	----	----	----	----	----

Au :

40	41	42	43	44	45
----	----	----	----	----	----

Nombre de personnes concernées par la période

46	47	48	49
----	----	----	----

CARTE 3

N° de compte financier

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Dénomination(2) EN IMPRIME

27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Adresse: rue (CARACTERE D'IMPRIMERIE)-numéro-bte-n°

77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----

COMMUNE

N° POSTAL

102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

1) Réservé à l'Administration  
2) DENOMINATION EXACTE DU COMPTE BENEFICIAIRE

BIJLAGE 4

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING  
EN ARBEID

VOORBEHOUDEN AAN DE ADMINISTRATIE	
	Aanvraag verbintenis
Jaar 19.....	
Ordonnantie nr.....	

VEREFFENING VAN DE (1) SCHIJF VAN HET BEDRAG VAN DE FINANCIËLE TUSSENKOMST DOOR DE STAAT, TOEGEKEND INGEVOLGE DE OVEREENKOMST TOT BEROEPSINSCHAKELING, MET BETREKKING TOT HET PROJECT

NR. 

--	--	--	--	--	--	--

Ik, ondergetekende .....(2)  
 geboren te ....., op .....19 .....(2)  
 woonachtig te ....., straat .....nr.....bus nr.....(2)  
 nr. identiteitskaart ....., afgeleverd te .....(2)  
 handelend in de Hoedanigheid van werkgever, aangestelde of gevolmachtigde van de werkgever of indiener (het onnodige schrappen)  
 vraagt de toekenning van de (1) uitkering van de financiële tussenkomst door de Staat verleend in toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 februari 1989, gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 juni 1990 ter uitvoering van de overeenkomst tot beroepsinschakeling gesloten op .....(1) waarvan de referenties hierboven zijn vermeld.  
 De perso(o)n(en) vermeld op de hierbij gevoegde individuele fiche(s) is(zijn) op regelmatige wijze tewerkgesteld in het kader van voornoemde overeenkomst.  
 Ik bevestig op eer dat deze verklaring echt, eerlijk en volledig is.

Datum en handtekening van de werkgever of zijn afgevaardigde of van de indiener.

VOLMACHT

Ik ondergetekende : .....handelend in de hoedanigheid .....  
 van (3) .....geeft hierbij volmacht aan .....(4) voor dit doel, voor hem en in zijn naam :

- de verplichtingen te waarborgen opgelegd door de wetgeving inzake de uitvoering van een tewerkstellingsinitiatief in toepassing van de artikelen 137 tot 139 en zijn uitvoeringsbesluiten van de programmawet van 30 december 1988 en ondermeer de betalingsaanvragen, vergezeld van de bewijsstukken, in te dienen;
- de stortingen van het bedrag van financiële tussenkomst overeenkomstig het ministerieel besluit van 16 januari 1991 te ontvangen in de plaats van de werkgever of indiener.

Alle briefwisseling en in het algemeen alle mededelingen met betrekking tot de toepassing van de bovengenoemde wettelijke bepalingen zullen door het hierboven vermeld Ministerie in goede orde gestuurd worden aan de zetel van de gemandateerde vereniging.

Deze volmacht blijft geldig tot uitdrukkelijke en schriftelijke herroeping, die bij een per post aangetekend schrijven ter kennis wordt gebracht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Opgesteld te ....., op.....  
 Handtekening en stempel

VOORBEHOUDEN AAN DE ADMINISTRATIE
-----------------------------------

GEZIEN VOOR AKKOORD

GEZIEN EN GOEDGEKEURD  
VOOR DE MINISTER

DE DIRECTEUR-GENERAAL,

In opdracht  
DE SECRETARIS-GENERAAL,

A. VERLINDEN.

J. DEQUAN .

- (1) nauwkeurig vermelden de 2e, .....de schijf  
 (2) in hoofdletters  
 (3) naam van de onderneming  
 (4) in geval het gaat om een Sociaal Sekretariaat niet vergeten het erkenningsnummer te vermelden.









## Annexe 6

Attestation trimestrielle d'assiduité à la formation organisée

Je soussigné(e) .....  
 responsable de l'organisme de formation dénommé comme suit .....

à .....

certifie que :

Mme, Mlle, M. ....

né(e) le .....

et domicilié(e) à .....

poursuit régulièrement au sein de l'organisme susmentionné une formation de .....

tel que le prévoit la convention d'insertion professionnelle afférente au projet « Fonds pour l'emploi » n° .....

et ce, depuis le .....

selon le calendrier et horaire suivant :

.....

Fait le .....

(signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 26 mars 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
 L. VAN DEN BRANDE

## Bijlage 6

Driemaandelijks attest van nauwgezetheid inzake de georganiseerde opleiding

Ik, ondergetekende .....  
 verantwoordelijke van de opleidingsinstelling met volgende benaming .....

te .....

verklaart dat :

Mevr., Mej., M. ....

geboren op .....

en woonachtig te .....

de opleiding van .....

regelmatig volgt in de bovengenoemde instelling, zoals in de overeenkomst voor beroepsinschakeling met

betrekking tot het project « Tewerkstellingsfonds » nr. .... is voorzien,

en dit, sinds .....

volgens het hierna vermeld tijdschema en uurrooster :

.....

Opgemaakt te .....

(handtekening)

Gezien om te worden toegevoegd bij het ministerieel besluit van 26 maart 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
 L. VAN DEN BRANDE